

**CONVENTION Année 2026 –
Subvention de fonctionnement « Action Clauses d'insertion » entre le PLIE des Hauts
de Garonne et Bordeaux Métropole**

Entre les soussignés

Le PLIE des Hauts de Garonne, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 17 rue François de Chateaubriand à Cenon, représentée par Monsieur Patrice Claverie, Président, dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Christine BOST, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n° 2026/ du Conseil de Bordeaux Métropole du 30/01/2026

Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »

PREAMBULE

Bordeaux Métropole a retenu, dans le cadre de ses compétences en matière de Développement économique, le programme d'actions initié et conçu par l'organisme bénéficiaire décrit à l'Annexe 1 : Plan d'actions de la Clause sociale pour l'année 2025, laquelle fait partie intégrante de la convention. Ce projet est conforme à l'objet statutaire de l'organisme bénéficiaire.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire pour l'année **2026**.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le programme d'actions décrit à l'Annexe 1 : Plan d'actions de la Clause sociale pour l'année 2026.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à « **32 099 €** », équivalent à 27% du budget prévisionnel montant de 120 103 euros en annexe 2.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, la structure doit être en mesure d'équilibrer son budget par ses propres moyens.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, soit la somme de 25 679 €, après signature de la présente convention ;
- 20 %, soit la somme de 6 420 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5, somme qui peut être revue à la baisse en vertu des conditions définies à l'article 2.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2027, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Un compte rendu financier (cerfa n°15059*02 joint en Annexe 3 à la présente convention), signé par le Président [ou la Présidente] ou toute personne habilitée**, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion.**
- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Le rapport général du commissaire aux comptes ;
 - Le rapport spécial sur les conventions réglementées du commissaire aux comptes ;

- Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
 - Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par le Président [ou la Présidente] (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) »]

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à Bordeaux Métropole la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.
- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de Bordeaux Métropole ne puisse être recherchée.

Il devra être en capacité de produire à tout moment à Bordeaux Métropole les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de Bordeaux Métropole, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. Bordeaux Métropole en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour Bordeaux Métropole :

Madame la Présidente de Bordeaux Métropole
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :

Monsieur le président Patrice Claverie
17 rue François de Chateaubriand
33150 CENON

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Plan d'actions de la Clause sociale pour l'année 2026
- Annexe 2 : Budget prévisionnel
- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier - **Cerfa 15059*02**

Fait à Bordeaux, le , **en 3 exemplaires**

Signatures des partenaires

Le Président du PLIE des Hauts de
Garonne

La Présidente de Bordeaux Métropole, par
délégation

Patrice CLAVERIE

Stéphane Delpeyrat

ANNEXE 1 / Plan d'actions 2026

Au 31/05/2025, ce sont 33 660 heures de travail qui ont été réalisées par des publics éloignés de l'emploi dans le cadre d'opérations subventionnées par l'ANRU. 90 % de ces heures ont été effectuées par des habitants en quartier prioritaire (30 391 heures).

Un temps de travail conséquent est consacré à la gestion du dispositif dans le cadre de ces marchés, afin de sensibiliser les multiples interlocuteurs concernés sur les spécificités de la démarche d'insertion (maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entreprises, partenaires SIAE, prescripteurs de publics, ...), assurer une veille sur les opérations à venir, repérer et mobiliser les habitants, effectuer le suivi et le reporting des réalisations, participer aux nombreux temps d'échanges (ateliers, Cotec, Copil,...).

Nous avons recruté un nouveau facilitateur début 2024 afin de faire face à cette hausse d'activité.

Quatre priorités seront données à l'animation du dispositif en 2026 :

- La poursuite du repérage et la mise en emploi des habitants en Quartier Prioritaire Politique de la Ville, en lien avec les partenaires emploi et insertion, les associations de loisirs, culturelles et sportives,
- Le rapprochement entre les entreprises qui recrutent dans le cadre de la clause sociale et les demandeurs d'emploi du territoire.

Il s'agit de favoriser les rencontres entre les entreprises et les demandeurs d'emploi en proposant des actions telles que l'organisation de visites de chantiers, présentations métiers, job dating. Ces actions seront organisées au sein de chaque commune, notamment celles portant des projets de renouvellement urbain. Elles permettront de valoriser les métiers en tension de personnel auprès du public et faciliter les mises en relation entre demandeurs d'emploi et employeurs.

- La clause d'insertion, en plus des secteurs classiques du bâtiment et des travaux publics, peut s'appliquer à d'autres pans de la commande publique : hygiène et propreté, gardiennage et sécurité, restauration et service de traiteur, imprimerie, traitement des déchets, messagerie et transport, espaces verts, services à la personne, etc. La poursuite du travail de sensibilisation des maîtres d'ouvrage à la diversification des marchés supports au dispositif sera réalisée. L'objectif est de générer des heures d'insertion sur des postes hors BTP et ainsi, favoriser l'accès au dispositif pour les publics encore peu représentés (femmes, + de 50 ans).
- Le déploiement de la clause d'action sociale

Adaptées à tous types de marchés, elles permettent la mobilisation d'acteurs économiques dans la mise en place d'actions utiles aux parcours d'insertion professionnelle, en amont de l'emploi : stage, simulation d'entretien d'embauche, parrainage, participation à des actions

collectives, découverte métiers... Les clauses d'actions sociales sont développées pour nouer des partenariats avec des secteurs d'activités nouveaux et diversifier les publics bénéficiaires du dispositif.

ANNEXE 2 / Budget prévisionnel

NOM DE L'ORGANISME :

Association PLIE des Hauts de Garonne

ANNEXE B _BUDGET DE LA MANIFESTATION OU DE L'ACTION SPECIFIQUE

(Faire un budget par manifestation ou action spécifique)

Exercice 2026

- Si le porteur de projet peut déduire la Tva, les montants inscrits sont Hors taxes (HT)
- A cet effet, indiquez clairement dans le tableau ci-dessous si les sommes sont HT ou TTC
- Pour vous aider à compléter le budget si-dessous : Cf Guide de constitution des budgets
- Le budget 2026 doit être équilibré

CHARGES (en euros)

PRODUITS (en euros)

	Budget 2025 (1)	Budget 2026 (2)	Budget 2026 (3)	Exercice en valeur (4)	Budget 2025 (1)	Budget 2026 (2)	Budget 2026 (3)	Exercice en valeur (4)
Charges directes affectées au projet	1 126,09	1 273,77	0	-1 274	Ressources directes affectées au projet	0	0	0
60 - Achats					70 - Ventes de produits finis, prestations de services			
Achats d'études et de prestations de service					Vente de produits finis, de marchandises			
Achats stockés de machines et fournitures	455,80	662,21		0	Prestations de services			
Achats non stockés (eau, énergie)	334,06	351,64		-667	Produits des activités annexes			
Fournitures d'entretien et de petit équipement	536,23	454,92		-152	Parrainages (7063)			
Fournitures administratives				-465	74 - Subventions d'exploitation			
Autres fournitures				0	Etat (DREETS NA)			
61 - Services extérieurs	15 817,24	19 673,59	0	-19 674	Conseil Régional			
Sous-traitance générale				0	Conseil Départemental			
Locations mobilières et immobilières	11 050,14	14 260,26		-14 260	Bordeaux Métropole			
Entretien et réparation	4 531,16	3 427,05		-3 427	Autres EPCI			
Primes d'assurance	187,68	242,62		-243	Ville de Bordeaux			
Documentation	48,26	57,62		-58	Autre(s) commune(s)			
Divers	0,00	1 686,04		-1 686	Organismes sociaux			
62 - Autres services extérieurs	8 693,09	10 241,02	0	-10 241	Fonds européens			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	4 483,44	5 887,74		-5 888	Emplois aidés			
Publicité, publications				0	Autres (précisez) :			
Déplacements, missions et réception	2 200,00	2 200,00		-2 200	Aides privées			
Frais postaux et de télécommunication	2 009,65	2 153,28		-2 153	75 - Autres produits de gestion courante			
Services bancaires				0	Cotisations			
Divers	0,00			0	Dons manuels (75411)			
63 - Impôts et taxes				0	Mécénats (75441)			
Impôts et taxes sur rémunérations				0	Abandons de frais de bénévoles (7541)			
Autres impôts et taxes				0	Autres			
64 - Charges de personnel	88 065,51	88 914,29	0	-88 914	76 - Produits financiers			
Rémunérations du personnel	65 558,40	66 146,56		-66 149	77 - Produits exceptionnels			
Charges sociales	22 292,62	22 477,62		-22 478	Reprises de subventions (777)			
Autres charges de personnel	214,49	286,11		-288	Autres			
65 - Autres charges de gestion courante				0	78 - Reprises sur amortissements et provisions			
66 - Charges financières				0	79 - Transfert de charges			
67 - Charges exceptionnelles				0				
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements				0	Autofinancement le cas échéant			
69 - Impôt sur les sociétés				0				
Charges indirectes affectées au projet					Ressources indirectes affectées au projet			
Charges fixes de fonctionnement				0				
Frais financiers				0				
Autres				0				
TOTAL DES CHARGES DIRECTES ET INDIRECTES	113 702	120 103	0	-120 103	TOTAL DES PRODUITS DIRECTS ET INDIRECTES	113 702	120 103	0
66 - Emploi des contributions volontaires en nature					67 - Contributions volontaires en nature			
- Secours en nature				0	- Bénévolet			
- Mise à disposition gratuite des biens et services				0	- Prestations en nature			
- Personnel bénévole				0	- Dons en nature			
Total des contributions volontaires	0	0	0	0	Total des contributions volontaires	0	0	0
Résultat Net	Budget 2025 (1)	Budget 2026 (2)	Budget 2026 (3)	Exercice en valeur (4)				
		0	0					
Personnel	2022	2023	Budget 2025	Budget 2026	Budget 2026	Budget 2026	Budget 2026	Budget 2026
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé			113 702	120 103	120 103	120 103	120 103	120 103

Lien d'accès au cerfa ci-dessous

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R46623>



ASSOCIATIONS



COMPTE-RENDU FINANCIER DE SUBVENTION

(arrêté du Premier ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations)

Le compte-rendu a pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu est à retourner à l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la subvention a été accordée.
Il doit obligatoirement être établi, avant toute nouvelle demande de subvention.
Il doit être accompagné du dernier rapport annuel d'activité et des comptes approuvés du dernier exercice clos.

Vous pouvez ne renseigner que les cases grisées du tableau si le budget prévisionnel de l'action projetée a été présenté sous cette forme.

Le compte rendu financier est composé de trois feuillets :

1. un bilan qualitatif de l'action
2. un tableau de données chiffrées
3. l'annexe explicative du tableau

Ces fiches peuvent être adaptées par les autorités publiques en fonction de leurs priorités d'intervention.

Article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (extraits) :

« Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

Le budget et les comptes de tout organisme de droit privé ayant reçu une subvention, la convention prévue au présent article et le compte rendu financier de la subvention doivent être communiqués à toute personne qui en fait la demande par l'autorité administrative ayant attribué la subvention ou celles qui les détiennent, dans les conditions prévues par la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 précitée. »

1. Bilan qualitatif de l'action réalisée

Identification :

Nom :

Numéro SIRET :

Numéro RNA ou à défaut celui du récépissé en préfecture :

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de l'inscription au registre des Associations :

Décrire précisément la mise en œuvre de l'action :

Quel a été le nombre approximatif de personnes bénéficiaires (par type de publics) ?

Quels ont été les date(s) et lieu(x) de réalisation de votre action ?

Les objectifs de l'action ont-ils été atteints au regard des indicateurs utilisés ?

2. Tableau de synthèse¹.

Exercice 20...

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
Charges directes affectées à l'action				Ressources directes affectées à l'action			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
				73 – Dotations et produits de tarification			
Achats matières et fournitures				74- Subventions d'exploitation ⁴	0	0	
Autres fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
61 - Services extérieurs	0	0		-			
Locations				-			
Entretien et réparation				Région(s) :			
Assurance				-			
Documentation				Département(s) :			
				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI ³			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				-			
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0		-			
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
64- Charges de personnel	0	0					
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante				75 - Autres produits de gestion courante			
				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				77- Produits exceptionnels			
68- Dotation aux amortissements				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
CHARGES INDIRECTES AFFECTÉES À L'ACTION				RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES À L'ACTION			
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ⁴							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
860- Secours en nature				870- Bénévolat			
861- Mise à disposition gratuite de biens et services				871- Prestations en nature			
862- Prestations							
864- Personnel bénévole				875- Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	
La subvention de€ représente% du Total des produits.							

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements obtenus d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicités.

³ Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

⁴ Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »

3. Données chiffrées : annexe.

Règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires, etc.) :

Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget final exécuté :

Contributions volontaires en nature affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionnée⁵ :

Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom)

représentant(e) légal(e) de l'association

certifie exactes les informations du présent compte rendu.

Fait, le à

Signature

⁵ Les « contributions volontaires » correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites de personnes ainsi que de biens meubles (matériel, véhicules, etc.) ou immeubles. Leur inscription en comptabilité n'est possible que si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables ; voir le guide publié sur « www.associations.gouv.fr »